

### LES VILLES HISTORIQUES SONT ELLES MAL AIMEES ?

par J.C. BARBIER, Sociologue de l'ORSTOM

(à paraître dans *Cameroon Urban Review*) *n'a jamais paru*  
*1986*

Foumban dans l'Ouest, Ngaoundéré, Garoua et Maroua dans le Nord, Logone-Birni, Goulfey et Makari en pays kotoko dans l'extrême Nord, etc., sont autant de cités qui séduisent le visiteur par leur passé prestigieux, leur artisanat traditionnel, l'éclat des cérémonies royales qui s'y sont perpétuées jusqu'à nos jours, le respect des populations vis-à-vis de leurs autorités coutumières... Pourtant, cette admiration si vive n'est nullement partagée par les services techniques et les autorités territoriales locales qui, elles, se plaignent avec amertume, parfois avec découragement, des multiples obstacles auxquels ils se heurtent. Dans certains cas, la vision est franchement pessimiste et conduit à abandonner la ville ancienne à sa routine et à son conservatisme, pour promouvoir une ville nouvelle qui lui serait juxtaposée dans un espace estimé moins contraignant. On envisage, par exemple, un Foumban II, à l'ouest de la ville historique...

Quels sont les obstacles auxquels se heurtent les responsables de l'aménagement de ces agglomérations ?

P. Hengué les énumère dans le cas de Foumban (1) : les sites historiques à préserver, les lieux sacrés, la situation foncière, la gestion de l'espace urbain par des pouvoirs coutumiers ; et il oppose cette cité "isolée, ancienne et nostalgique de son passé, campée dans ses structures féodales et mal adaptée au contexte moderne" à Bafoussam, "jeune et ouverte avec ses satellites à tout ce qui peut les aider à se construire sans renier le cadre social auquel elles doivent leur existence" (1984: 189).

(1) Hengué P., 1984 - *Phénomènes de l'urbanisation à l'Ouest-Cameroun étude comparée de deux métropoles : Foumban et Bafoussam*-Yaoundé, Département de sociologie de l'Université, 467 p. Thèse de IIIème cycle en Sociologie urbaine, dont *Cameroon Urban Review* a rendu compte dans son premier numéro (rubrique "échos scientifiques", p. 46).

#### a) Les sites historiques à préserver

Les plus célèbres, bien entendu, ceux qui sont susceptibles d'attirer les touristes et qui appartiennent au patrimoine culturel du Cameroun, mais aussi ceux qui, pour l'instant, n'ont pas encore retenu l'attention des pouvoirs publics (et ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense : aux historiens à nous le faire remarquer !) (1).

La préservation s'adresse d'abord au monument, qu'il faut souvent restaurer, mais aussi à son environnement, qui doit le mettre en valeur. Pour prendre un exemple dans la capitale, la cathédrale de Yaoundé me paraît bien mal encadrée par deux immeubles ("Shell", "SNI") de plus haute stature qu'elle.

Par ailleurs, une ville ancienne n'est pas seulement un centre antique à valoriser ; c'est toute une agglomération qui est imprégnée d'histoire, y compris dans ses quartiers périphériques, dans les villages environnants... un lieu sacré (fut-il un arbre centenaire), une résidence ancienne, un simple paysage, suscitent des émotions pour qui se remémore les événements qui s'y sont déroulés.

#### b) Les lieux sacrés

Là aussi ils peuvent être ponctuels (un autel, etc.) ou très étendus (une "montagne sainte", un "bois sacré", etc.), peu nombreux ou multiples, par exemple lorsque chaque lignée enterre ses propres morts dans le domaine familial, boudant ainsi les cimetières publics.

En outre, les religions récentes (islam, christianisme) se sont vues attribuées d'importants domaines pour leurs besoins culturels, également pour leurs activités complémentaires : établissements scolaires, foyers, salles de réunion et de spectacle, etc. Des collines entières, comme Mvolyé à Yaoundé, sont ainsi devenues de véritables pôles religieux.

(1) Je conseille par exemple au touriste qui visite l'Ouest camerounais de se rendre à Njikénkyé, à quelques kilomètres au nord-est de Foumban. Il y trouvera un palais de chef, comportant un étage aux arcades fort esthétiques, qui malheureusement, tombera bientôt en ruines si rien n'est fait. J'avais, en 1974, remis au ministère de la Culture et de l'Information un dossier photographique sur les palais des chefs de l'agglomération foubanaise ; certains d'entre eux, encore pourvus d'un toit de tuiles, méritaient une intervention d'urgence.

Fonds Documentaire IRD  
Cote: Bx 22897 Ex: 1

Fonds Documentaire IRD  
010022897

### c) La situation foncière

L'espace est déjà occupé, même si la plupart des résidents n'ont pas fait immatriculer leur terrain comme les y invite expressément les ordonnances de 1974 et de 1977. A Foumban, par exemple, le pouvoir royal, au cours des siècles, a implanté de multiples patrilignages dans l'espace qu'il contrôlait, avec un finage suffisamment grand pour que chaque groupe puisse s'y développer et y installer à son tour ses propres rejetons. Chaque leg est ensuite fidèlement transmis de père en fils, et un successeur digne de ce rôle ne saurait aliéner une portion de ce patrimoine familial auquel les gens sont profondément attachés ; c'est d'ailleurs là que gisent leurs ancêtres.

A ce substrat ancien, s'ajoutent les titres fonciers qui se multiplient depuis la publication des récentes ordonnances et lois portant réglementation du régime foncier et domanial au Cameroun ; terrains en principe définitivement aliénés hormis le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique (qui doit être dûment justifiée). L'Administration en possède les dossiers, mais les titres fonciers n'étant pas reportés sur une carte opérationnelle, les pouvoirs publics, dans leurs travaux d'aménagement sur le terrain, se heurtent sans cesse à eux.

### d) La gestion de l'espace urbain par les pouvoirs coutumiers

La plupart des quartiers d'une ville historique sont tenus par des notables ou chefs traditionnels, soit que le pouvoir central les ait trouvés sur place, soit qu'il les ait lui-même installés. L'histoire et la tradition fondent la légitimité de leur pouvoir. Dans la plupart des cas, l'administration coloniale, puis actuelle, constatant le fort attachement des populations à leurs institutions coutumières, les a reconnus, leur conférant un statut administratif.

Au regard des pouvoirs publics, chaque chef de quartier n'a de compte à rendre qu'à l'administration territoriale qui les nomme et peut les renvoyer. Ils sont égaux dans l'exercice de leur fonction, bien que l'Administration ait établi une hiérarchie du statut des chefs comportant trois degrés. Ils se trouvent inclus dans une struc-

ture de type pyramidale : les chefs de quartiers obéissent au sous-préfet, qui reçoit ses consignes du préfet, lequel représente le Gouvernement par le biais d'un gouverneur de province.

Au regard de l'histoire, il en est tout autrement. Les chefs de quartier qui ressortent de la tradition consultent en premier lieu le pouvoir coutumier qui les a assis : le sultan à Foumban et dans les villes du Nord. Ils auront de surcroît, par rapport à ce pouvoir, des relations personnalisées et très souvent particulières, qui se sont établies et transmises selon les événements du passé. Les rapports inter-quartiers sont également imprévisibles pour qui fait fi de l'histoire, car eux aussi dépendent des circonstances qui ont présidé à l'installation des lignages fondateurs de ces quartiers. Des hiérarchies, parfois subtiles, sont à respecter... sinon c'est le blocage immédiat ! Les agents de l'Administration ont le sentiment de se trouver dans un véritable labyrinthe ; rien n'est uniformisé ; ce qui est vrai ici, ne l'est pas plus loin... et la clef du déchiffrement se trouve dans une histoire locale qu'ils méconnaissent totalement (et, pour la plupart, qu'ils ne veulent pas apprendre, se sentant étrangers au milieu où ils ont été affectés).

Lorsque l'autorité coutumière "cumule" des fonctions administratives ou politiques (par exemple, la mairie, la députation), elle se voit presque toujours accusée de conservatisme, les traditions étant considérées comme un "frein" au développement dans une optique dualiste qui oppose tradition et modernité. Abandonnée dans les sphères scientifiques, car les milieux dits "traditionnels" font souvent preuve d'un grand "dynamisme" actuel (mais pas toujours en conformité avec les schémas de développement prônés d'en-haut), cette opposition simpliste reste encore vivace dans les appréciations courantes. Les chefs sont ainsi rendus responsables de toutes les résistances auxquelles se heurtent l'Administration, car ils représentent l'ordre ancien. En fait, il y a utilisation de deux langages distincts, de pratiques sociales qui souvent s'opposent ; les malentendus jaillissent à chaque pas. Héritière de l'administration coloniale qui était un regard extérieur et une domination politique, l'administration d'aujourd'hui n'est pas toujours habituée au dialogue préalable, à la consultation à la base, à la recherche d'un consensus. Les projets

s'élaborent en bureau et les populations concernées n'en ont connaissance que lorsqu'ils sont à la veille de leur application ; d'où une levée de boucliers où les communautés historiques excellent. Leurs ressortissants qui sont bien placés dans l'appareil de l'Etat sont immédiatement mobilisés pour la cause commune, et les meilleurs projets restent dans les dossiers... En définitive, beaucoup de temps et d'énergie perdus dans une sorte de guérilla de couloir, où les pouvoirs publics se trouvent assaillis par de véritables groupes de pression.

Sommes nous dans une impasse ? Toujours à Foumban, P. Hengué nous dit que le plan d'urbanisme directeur (PUD) de la ville, élaboré en août 1965 par l'Union des architectes et urbanistes et portant sur 600 hectares, a été *"un échec sur toute la ligne"* à cause, d'une part, du pouvoir coutumier qui *"craignait de toucher à quoi que ce soit de peur de heurter des habitudes acquises et de provoquer des mécontentements populaires"*, d'autre part, de la sous-estimation des réalités physiques (site collinaire caractérisé par des vallées très encaissées), et de l'attachement des populations à des sites sacrés, notamment les tombes familiales, également à cause de l'absence de moyens financiers et matériels (1984 : 147).

Cet échec, dans le contexte d'une ville ancienne, ne nous surprend pas. Trop souvent, les bureaux d'études font l'impasse sur l'histoire locale (qui, rappelons-le, explique les relations particulières de chaque quartier avec le pouvoir politique traditionnel et les relations entre eux), sur la situation foncière (sans carte foncière, l'Administration est quasiment aveugle dans ses interventions sur le terrain), sur le consensus nécessaire entre services techniques et populations concernées, entre responsables coutumiers et administratifs (c'est-à-dire une animation à la base qui permettrait de ne porter à la connaissance des pouvoirs publics que des propositions concrètes, effectivement réalisables, ainsi que les alternatives possibles - à ces pouvoirs publics, ensuite, d'entériner en connaissance de cause). Le tracé d'une rue se fait sur le terrain, avec les populations intéressées et non seulement en bureau ! Là aussi, il faudrait que des habitudes changent (cette fois-ci dans le secteur dit

"moderne") et que les services soient dotés de véhicules et de carburant leur permettant de se rendre effectivement sur les lieux. Indéniablement, une meilleure connaissance du terrain épargnerait à l'Administration de s'engluier dans des situations parfois inextricables où elle a tout à perdre.

Aujourd'hui où le Cameroun s'est doté, pour toutes les villes, de documents de base remarquables (carte au 1/5.000 et 1/10.000) mosaïques de photographies aériennes (au 1/10.000 etc.), il est souhaitable que la recherche scientifique collabore activement avec les services techniques pour réaliser des études et des cartes, s'appuyant sur ces documents de base et pouvant servir concrètement aux opérations d'aménagement.

Pour plusieurs villes, les connaissances scientifiques qui ont été accumulées sont d'ores et déjà suffisamment consistantes pour que la recherche envisage une autre étape : la recherche dite appliquée ou opérationnelle. La connaissance intime d'un milieu urbain par les chercheurs (car chaque ville a ses particularités) est à mon avis un trait d'union indispensable entre les populations citadines et ceux à qui il revient de prendre les décisions.

Mieux : la recherche scientifique, en nous communiquant les éléments qui peuvent nous faire comprendre une ville dans sa naissance, son expansion, la dynamique de ses acteurs sociaux, nous invite à un regard de l'intérieur où ce qui apparaît comme une contrainte négative, un handicap, peut être vu au contraire comme un facteur positif. Le conservatisme des Foubanais, par exemple, témoigne d'un très fort attachement à leur quartier d'origine. N'est-ce pas là l'assurance que les services techniques pourront compter sur un élan communautaire dans la réalisation de certains ouvrages d'intérêt public ? Et qui a boisé Foumban, sinon les citoyens eux-mêmes, à l'instigation du roi Njoya ?

*"Pour essayer de changer l'attitude de la population, Njoya procéda à une réforme foncière capitale. Il cessa de déplacer les familles au gré de ses besoins politiques et décida que si un Bamoun occupait un terrain dix années de suite et le mettait en valeur, ce terrain lui appartenait définitivement, ses sujets se mirent par conséquent à planter des palmiers à huile et toutes*

*sortes d'arbres fruitiers. C'est ainsi que la capitale du royaume Bamoun pit l'allure d'une oasis couverte de grands arbres au coeur de la savane" (1).*

Si les urbanistes veulent préparer efficacement l'organisation des villes de demain, ils ne doivent pas oublier que les citoyens eux-mêmes, par leurs initiatives et leurs investissements, leur attachement au milieu où ils ont leurs racines, sont aussi artisans de leur propre ville. Dans les villes anciennes, une collaboration dynamique est, encore plus qu'ailleurs, indispensable. Elle doit se faire d'abord à la base, dans le cadre d'une animation communautaire où la recherche scientifique peut jouer un rôle important, en vue d'épurer les relations, à un plus haut niveau, entre les représentants de l'Etat et les autorités coutumières.

Mais les villes anciennes sont assurément un imbroglio lorsqu'on y intervient sans une connaissance préalable suffisante.

---

(1) Njiassé Njoya A., Njindam Njoya A., Mama Njoya M., Njoya R., Ndayou E., 1984 - *De Njoya à Njimoluh, cent ans d'histoire Bamoun*. Foumban, Editions du Palais, 94 p., p. 26.